



ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION
au titre des articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement

Requalification et extension de la zone d'activités de Kermarquer
Commune de La Trinité sur Mer

Le préfet du Morbihan,
officier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L.214-1 à L.214-4 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé le 18 novembre 2009

VU le dossier de demande d'autorisation présenté par la communauté de communes de la côte des Mégalithes et enregistré sous le numéro 56-2011-00388;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DAGUIN, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 au 27 janvier 2012 inclus et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mars 2012 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 5 juin 2012 ;

VU la transmission du projet d'arrêté au pétitionnaire le 18 juillet 2012 ;

VU la réponse du pétitionnaire du 26 juillet 2012 et son courrier électronique du 31 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le projet permettra de maîtriser les conséquences d'une augmentation de surfaces imperméables;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'autorisation :

Monsieur le Président de la communauté de communes de la côte des Mégalithes est autorisé en application de l'article L.214-3 code de l'environnement dans les conditions du présent arrêté, à réaliser les aménagements hydrauliques et les créations de zones humides suite à la requalification et aux extensions de la zone d'activités de Kermarquer sur le territoire de la commune de LA TRINITE SUR MER. La création du parc d'activités sur les zones Nord et Nord Ouest prévues devra faire l'objet d'un schéma d'aménagement des secteurs en question qui sera porté à la connaissance des services de l'Etat. Si une procédure loi sur l'eau (autorisation ou déclaration en fonction des surfaces imperméabilisées, des longueurs de cours d'eau et superficies de zones humides impactés) est requise, elle fera l'objet d'un nouvel arrêté ou décision préfectoral (e).

Article 2 - Définition du cadre juridique des travaux :

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L 214-1 du Code de l'Environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Autorisation

Article 3 - Caractéristiques des travaux :

.Les travaux consistent en:

- La remise à ciel ouvert d'une grande partie du cours d'eau de Kerdreneven et sa déconnection du réseau d'eaux pluviales.
- La création d'un nouveau tracé sud du cours d'eau de Kerguillé sur 420 m et la création d'une zone humide en continuité (0,75 ha) et en aval de ce cours d'eau (0,3 ha)
- la création d'un bassin de rétention de 3430m³ récupérant les eaux pluviales provenant du réseau existant de la zone artisanale actuelle.

Ce bassin de rétention sera équipé :

- d'une zone de décantation facilement curable et située en amont de l'ouvrage de sortie,
- d'un système à cloison siphonée permettant la rétention des hydrocarbures, huiles et autres flottants,
- d'un dispositif de dégrillage pour récupérer les flottants, d'une vanne de fermeture rapide en sortie d'exutoire.
- d'un régulateur de débit muni d'un orifice calibré limitant le débit de fuite à 45 l/s
- d'un dispositif de surverse permettant l'évacuation de débits supérieurs aux pluies décennales

- Le bassin sera entouré d'un grillage rigide avec portillon.

Chaque zone d'extension (Nord, Ouest, Sud – plateforme SAGEMOR, Est) devra être équipée de son propre dispositif de gestion des eaux pluviales à l'intérieur de son périmètre d'aménagement.

Les quatre dispositifs pourront se raccorder au réseau de la zone requalifiée avec un débit de fuite limité à 5l/s chacun

Les eaux pluviales de l'aire de carénage et de réparation de coques de la plateforme SAGEMOR seront dirigées vers un bassin de rétention spécifique à l'intérieur de la parcelle. L'aire de carénage et de réparation des coques d'une surface d'environ 550 m² sera dotée de son propre collecteur des eaux, avec dispositif de récupération des macro déchets, d'un filtre à matières en suspension, d'un système de séparateur à hydrocarbures de classe A, d'un filtre à charbons. Il n'y aura pas de rejet d'eaux de process, celles-ci seront réutilisées en circuit fermé après filtration.

Article 4 - Aménagement des cours d'eaux, zones humides, espaces verts et respect de la faune

La création du nouveau tracé du cours d'eau de Kerguillé sera réalisé sur une longueur de 420 m. Le lit mineur sera creusé avec un lit majeur d'une largeur entre 10 m et 20 m. la zone occupée par le lit majeur du cours d'eau sera considérée comme zone humide. Il sera créé une autre zone humide de 0.30 ha en aval de la dérivation du cours d'eau de Kerguillé.

Les terrains traversés par cette dérivation ainsi que ceux utilisés pour le bassin de rétention et la création de la nouvelle zone humide (ancien dépôt de vases de dragage) feront l'objet par la communauté de communes de la côte des Mégalithes d'analyses physicochimiques (métaux lourds, TBT, hydrocarbures...) en vue de détecter des polluants éventuels.

Il est demandé au pétitionnaire de faire une étude de risques sanitaires afin de déterminer la dangerosité des sédiments (déchets non inertes non dangereux ou déchets non inertes dangereux)

En fonction des résultats de l'étude, la filière d'élimination des déchets sera précisée et les mesures de confinement correspondantes prises.

Il a été recensé dans les zones d'extension les espèces suivantes, bénéficiant de mesures de protection selon les articles 2 et 3 de l'arrêté du 19 novembre 2007 :

Couleuvre à collier, grenouille agile, pélodyte ponctué, triton palmé, salamandre tachetée, lézard vert...

Avant tout aménagement de ces zones, hormis la parcelle AS 62, un dossier de demande de dérogation devra être déposé en cinq exemplaires à la DDTM 56 qui se chargera de la procédure de demande de dérogation auprès du Conseil National de Protection de la Nature.

Article 5 - Exécution des travaux, entretien des ouvrages :

Le bassin de rétention sera exécuté en début de chantier afin de récupérer les matières en suspension issues des travaux en amont. L'exécution des tranchées et la pose des canalisations et la réalisation du bassin seront réalisés hors d'eau. Les travaux seront suspendus en cas de forts épisodes pluvieux. Les travaux nécessaires à la dérivation et l'aménagement du cours d'eau seront réalisés entre le **1er avril et le 31 octobre**.

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et conformément à toutes les règles de l'art, les ouvrages seront constamment entretenus en bon état. Ces prescriptions ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du déclarant qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution et leur entretien ultérieur et à ses frais exclusifs.

Article 6 - Prescriptions techniques et contrôles :

Le maître d'ouvrage des travaux informera le service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux.

En cas de pollution accidentelle, durant les travaux, toutes les mesures devront être prises pour éviter tout déversement vers les milieux aquatiques (hydrocarbures, laitier de ciment, produits

de décoffrage, etc...).

Une surveillance des ouvrages et un suivi de leur efficacité seront mis en place par le pétitionnaire.

Article 7 - Entretien et surveillance des ouvrages :

Cet entretien doit porter sur l'ensemble du système de collecte des eaux pluviales.

Le Maître d'ouvrage doit surveiller et entretenir les ouvrages qui devront être visitables et régulièrement entretenus de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance notamment par des véhicules d'entretien.

Les contraintes suivantes seront respectées : une visite d'inspection des ouvrages sera effectuée après tout événement pluvieux important et au minimum quatre fois par an.

Le bassin de rétention des eaux pluviales fera l'objet d'une attention particulière qui se traduit par :

- l'enlèvement régulier des macro déchets entraînés dans le fond ou sur le bord des ouvrages ;
- un contrôle de l'accumulation des sédiments, ces matériaux diminuant progressivement les capacités de rétention ;
- l'enlèvement régulier de ces sédiments et leur traitement par une entreprise agréée selon la législation en vigueur ;
- le fauchage sera effectué de façon mécanique exclusivement. Toute utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.
- le séparateur à hydrocarbures sera régulièrement nettoyé, les matières de vidanges seront récupérées par une entreprise agréée et traitées selon la législation en vigueur.
- le cahier d'entretien sera tenu à disposition du Service en charge de Police de l'Eau.

Article 8 - Conformité au dossier et modifications :

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 9 - Caractère de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité. Elle ne vaut pas autorisation au titre de l'urbanisme.

S'il estime que les prescriptions du présent arrêté ne permettent pas dans certains cas, compte tenu notamment de la sensibilité du milieu, d'assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, la qualité de l'eau et les exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau, le préfet peut fixer par un nouvel arrêté pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, des prescriptions spécifiques complémentaires. Le pétitionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Article 10 - Déclaration des incidents ou accidents :

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui

sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 - Accès aux installations :

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - Autres réglementations :

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment les dérogations auprès du CNPN concernant l'existence d'espèces protégées comme mentionné à l'article 4, et les procédures nécessaires concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement si présence de polluants lors de la réalisation du bassin de rétention, de la déviation du cours d'eau de Kerguillé et de la création de la zone humide.

Article 14 - Publication et information des tiers :

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence du préfet (direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan), et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Morbihan.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de LA TRINITE SUR MER.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information, à la DDTM du Morbihan, ainsi qu'à la mairie de la commune de LA TRINITE SUR MER. La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Morbihan pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 16 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de la gendarmerie du Morbihan, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des milieux aquatiques du Morbihan, le président de la communauté de communes de la Côte des Mégalithes, le maire de la commune de LA TRINITE SUR MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le 1^{er} AOÛT 2012
Le préfet,

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane DAGUIN



ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

Portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral en date du 1 août 2012
En application de l'article R 214-17 du code de l'environnement

Requalification et extension de la zone d'activités de Kermarquer
Commune de **La Trinité sur Mer**

Le préfet du Morbihan,
officier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L.214-1 à L.214-4 et R 214-17

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé le 18 novembre 2009

VU le dossier de demande d'arrêté complémentaire présenté par la communauté de communes de la côte des Mégalithes et enregistré sous le numéro 56-2013-00232;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1 août 2012 préconisant des analyses physico-chimiques des anciens remblais de vases en vue de détecter les polluants

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DAGUIN, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

VU la réponse du pétitionnaire du 26 juillet 2012 et son courrier électronique du 31 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Morbihan en date du 4 juillet 2013 ;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Côte des Mégalithes le 5 juillet 2013 ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire le 9 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le projet permettra de maîtriser les conséquences d'une augmentation de surfaces imperméables;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

A R R E T E

Article 1 – Objet de l'autorisation :

Monsieur le Président de la communauté de communes de la côte des Mégalithes est autorisé en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, compte tenu des prescriptions complémentaires du présent arrêté, à réaliser les aménagements hydrauliques et les créations de zones humides suite à la requalification et aux extensions de la zone d'activités de Kermarquer sur le territoire de la commune de LA TRINITE SUR MER. Cette autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans.

Article 2 - Définition du cadre juridique des travaux :

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Autorisation

Article 3 – Nature des travaux :

Les travaux par rapport à l'arrêté susvisé consistent en :

- La création d'un nouveau tracé du cours d'eau de Kerguillé
- la création du bassin de rétention de 3430m³ en surélévation.
- l'aménagement et la gestion des parcelles (AT 120, AS 53 et 54) en zones humides

Article 4 – Description des travaux

Bassin de rétention :

En vue de traiter les eaux pluviales issues des surfaces imperméables de la zone actuelle et des extensions prévues, un bassin de stockage-décantation d'un volume de 3430m³ sera implanté. Il aura une hauteur utile de 1m. Son débit sera limité à 45 l/s. Le volume nécessaire ne sera pas obtenu par affouillement mais par création d'un talutage périmétral avec aménagement paysager. Il sera équipé :

- d'un poste de refoulement en amont délivrant 1 000 l/s. En cas de dysfonctionnement, ou de crue exceptionnelle, ce poste sera équipé d'une surverse avec rejet direct dans le ruisseau de Kerguillé
- d'une zone de décantation de 30 cm environ facilement curable,
- d'un système à cloison siphonée permettant la rétention des hydrocarbures, huiles et autres flottants,
- d'un dispositif de dégrillage pour récupérer les flottants, d'une vanne de fermeture rapide en sortie d'exutoire,
- d'un régulateur de débit muni d'un orifice calibré limitant le débit de fuite à 45 l/s,

- d'un dispositif de surverse avec rejet dans le ruisseau de Braenn

Le bassin sera entouré d'un grillage rigide avec portillon.

Ruisseau de Kerguillé :

Le tracé sud du ruisseau de Kerguillé est abandonné, il suivra le tracé du fossé actuel en limite sud de la zone actuellement bâtie de la zone d'activités, en contournant par le nord l'ancienne zone de stockage des vases. Le ruisseau sera busé sur plusieurs tronçons : 112 ml de pont cadre de section 80x40 cm, 33 ml en section 100x60 cm en aval du poste de refoulement, 83 ml d'ensemble de 2 buses Ø 400 et Ø 500 en parallèle posées sur deux banquettes de profondeur différentes.

Avant l'exécution des travaux, profil en long, profils en travers, aménagement du substrat, implantation des ponts cadres et buses, aménagement paysager des rives devront faire l'objet d'une description détaillée qui devra être soumise à l'approbation de l'ONEMA.

Aménagement et gestion des zones humides :

La communauté de communes de la côte des Mégalithes fera l'acquisition des parcelles AT 120, AS 53 et 54 (surface 2,6 ha) en vue d'être réhabilitées et gérées en zones humides.

Il y sera effectué l'arrachage des baccharis, plante invasive largement implantée, par une entreprise spécialisée. Un plan de gestion sera alors mis en place en vue d'éviter leur repousse; les jeunes pins, saules, ajoncs seront aussi coupés, si nécessaire, en vue de maintenir un milieu ouvert.

Une mare sera créée dans l'espace libéré au sud de la parcelle AS 53.

Article 5 - Exécution des travaux, entretien des ouvrages :

Le bassin de rétention sera exécuté en début de chantier afin de récupérer les matières en suspension issues des travaux en amont. L'exécution des tranchées et la pose des canalisations et la réalisation du bassin seront réalisés hors d'eau. Les travaux seront suspendus en cas de forts épisodes pluvieux. Les travaux nécessaires à la dérivation et l'aménagement du cours d'eau seront réalisés entre le **1er avril et le 31 octobre**.

La suppression des baccharis sur les parcelles AT 120, AS 53 et 54 se fera en automne avant la période d'écrénage. Elle pourra se faire soit par arrachage manuel ou mécanique des pieds avec retrait du système racinaire, soit par coupe répétitive des pieds jusqu'à non repousse de la plante.

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et conformément à toutes les règles de l'art, les ouvrages seront constamment entretenus en bon état. Ces prescriptions ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du déclarant qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution et leur entretien ultérieur et à ses frais exclusifs.

Article 6 - Prescriptions techniques et contrôles :

Le maître d'ouvrage des travaux informera le service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux.

En cas de pollution accidentelle, durant les travaux, toutes les mesures devront être prises pour éviter tout déversement vers les milieux aquatiques (hydrocarbures, laitier de ciment, produits de décoffrage, etc...).

Une surveillance des ouvrages et un suivi de leur efficacité seront mis en place par le pétitionnaire.

Article 7 - Entretien et surveillance des ouvrages :

Cet entretien doit porter sur l'ensemble du système de collecte des eaux pluviales.

Le Maître d'ouvrage doit surveiller et entretenir les ouvrages qui devront être visitables et régulièrement entretenus de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur

desserte en toute circonstance notamment par des véhicules d'entretien.

Les contraintes suivantes seront respectées : une visite d'inspection des ouvrages sera effectuée après tout événement pluvieux important et au minimum quatre fois par an.

Le bassin de rétention des eaux pluviales fera l'objet d'une attention particulière qui se traduit par :

- l'enlèvement régulier des macro déchets entraînés dans le fond ou sur le bord des ouvrages ;
- un contrôle de l'accumulation des sédiments, ces matériaux diminuant progressivement les capacités de rétention ;
- l'enlèvement régulier de ces sédiments et leur traitement par une entreprise agréée selon la législation en vigueur ;
- le fauchage sera effectué de façon mécanique exclusivement. Toute utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.
- le séparateur à hydrocarbures sera régulièrement nettoyé, les matières de vidanges seront récupérées par une entreprise agréée et traitées selon la législation en vigueur.
- le cahier d'entretien sera tenu à disposition du Service en charge de Police de l'Eau.

Article 8 - Conformité au dossier et modifications :

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet fixe, s'il y a lieu des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R214-17

Article 9 - Caractère de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité. Elle ne vaut pas autorisation au titre de l'urbanisme.

S'il estime que les prescriptions du présent arrêté ne permettent pas dans certains cas, compte tenu notamment de la sensibilité du milieu, d'assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, la qualité de l'eau et les exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau, le préfet peut fixer par un nouvel arrêté pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, des prescriptions spécifiques complémentaires. Le pétitionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Article 10 - Déclaration des incidents ou accidents :

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 - Accès aux installations :

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - Autres réglementations :

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment les dérogations auprès du CNPN concernant l'existence d'espèces protégées comme mentionné à l'article 4, et les procédures nécessaires concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement si présence de polluants lors de la réalisation du bassin de rétention, de la déviation du cours d'eau de Kerguillé et de la création de la zone humide.

Article 14 - Publication et information des tiers :

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence du préfet (direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan), et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Morbihan.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de LA TRINITE SUR MER.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information, à la DDTM du Morbihan, ainsi qu'à la mairie de la commune de LA TRINITE SUR MER. La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Morbihan pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 16 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de la gendarmerie du Morbihan, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des milieux aquatiques du Morbihan, le président de la communauté de communes de la Côte des Mégalithes, le maire de la commune de LA TRINITE SUR MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le
Le préfet,

10 JUIL. 2013



Jean-François SAVY



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction départementale
Des territoires et de la mer du Morbihan

Service Eau Nature et Biodiversité



ARRÊTÉ

de dérogation aux articles L. 411-1-I-1 et L. 411-1-I-3 du Code de l'environnement.
Dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées

**Le préfet du Morbihan,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2, L.415-1, L. 415-3, L.172-5, L.172-11 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VELY secrétaire général de la préfecture ;

Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces et le dossier joint établis reçus le 22 septembre 2015 et complétés le 22 mars 2016 présentés par la communauté de communes Auray Quiberon terre Atlantique (2 rue du Danemark 56404 Auray) concernant l'extension du parc d'activités de Kermarquer à La Trinité sur mer ;

Vu l'avis favorable du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 13 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable sous condition de l'expert délégué de la commission « faune » du Conseil national de la protection de la nature en date du 22 juin 2016 ;

Vu les éléments complémentaires en date du 29 novembre 2016 fournis par la communauté de communes Auray Quiberon terre Atlantique en réponse aux conditions émises par l'expert délégué de la commission « faune » du Conseil national de la protection de la nature dans son avis;

Vu l'absence d'observations émises lors de la consultation du public sur le portail internet des services de l'Etat du 16 au 31 mars 2017 sur le dossier de demande de dérogation ;

Considérant que la demande de dérogation concerne 6 espèces d'oiseaux, de reptile et d'amphibiens, et porte sur la destruction, la capture et la perturbation intentionnelle de spécimens et l'altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de ces espèces

Considérant que le projet d'extension de la Zone d'activités de Kermarquer contribue à la réalisation du projet « port exemplaire », labellisé par le ministère en charge de l'environnement, en permettant un développement économique des ports de plaisance en prenant en compte le développement durable au travers du concept de port excentré à terre et offrant des terrains destinés aux activités artisanales, commerciales et nautiques et de services sur un pôle unique et de ces éléments doit être considéré d'intérêt public majeur ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce projet qui constitue une extension d'une zone existante et par là-même permet une économie de consommation d'espace nécessaire dans le cadre de la création ex nihilo d'une nouvelle zone ;

Considérant que le choix d'implantation répond à la recherche d'un moindre impact en évitant les zones boisées ;

Considérant que le demandeur s'engage à mettre en oeuvre l'ensemble des mesures pour éviter, réduire et compenser ses impacts sur les espèces protégées telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de dérogation, complétées ou précisées par les prescriptions suivantes ;

Considérant que dans ces conditions, la présente dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,

ARRETE

TITRE I- OBJET DE LA DEROGATION

Article 1 – Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la présente dérogation est la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique – porte Océane 2 - BP 70477 - 56404 Auray cedex, représenté par son président Monsieur Philippe LE RAY.

Article 2 – Nature de la dérogation

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes dans le cadre du projet d'extension de la ZA de Kermarquer, commune de La Trinité sur Mer :

- perturbation intentionnelle des espèces protégées mentionnées ci-dessous:

reptiles :

Natrix natrix Couleuvre à collier

amphibiens:

Salamandra salamandra Salamandre tachetée

Rana dalmatina Grenouille agile

Lissotriton helveticus Triton palmé

Pelodytes punctatus Pélodyte ponctué

- destruction, altération ou dégradation des sites de reproduction ou aires de repos des espèces protégées mentionnées ci-dessous :

oiseaux :

Pyrrhulaa pyrrhula Bouvreuil pivoine

reptiles :

Natrix natrix Couleuvre à collier

amphibiens:

Salamandra salamandra Salamandre tachetée

Rana dalmatina Grenouille agile

Lissotriton helveticus Triton palmé

Pelodytes punctatus Pélodyte ponctué

Article 3 – Périmètre de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions énoncées à l'article 2 dans le périmètre tel que défini dans l'annexe 1 au présent arrêté.

Article 4 - Durée de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions énoncées à l'article 2, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, à compter de la signature du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2022.

TITRE II – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Article 5 – Mesures d'évitement

ME01	adaptation du calendrier des travaux	Afin de limiter l'impact sur les espèces protégées, les différentes phases de chantiers (travaux de défrichement, terrassement, restauration, etc...) seront réalisées en dehors des périodes mentionnées à l'annexe 2.
ME02	Protection de zones boisées	Le projet a été adapté afin de ne pas porter atteinte à des secteurs boisés

Article 6 – Mesures de réduction

Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur les espèces de faune protégées et plus largement sur le milieu naturel, le bénéficiaire devra mettre en œuvre les mesures de réduction d'impacts suivantes, détaillées en annexe 2 du présent arrêté, extraites du dossier de demande de dérogation et précisées ou complétées :

MR01	Déplacement d'amphibiens en dehors de la zone de travaux
MR02	Aucune utilisation de produits phytosanitaires ou autres pesticides dans la gestion des espaces naturels ou verts
MR03	Equipped des engins de chantier d'un kit anti-pollution

TITRE III – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MESURES DE COMPENSATION

Article 7 – Mesures de compensation

Afin de compenser les impacts résiduels des travaux et de l'exploitation de l'installation sur les espèces de faune protégées et plus largement sur le milieu naturel, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les mesures compensatoires suivantes, détaillées en annexe 2 du présent arrêté, extraites du dossier de demande de dérogation et complétées ou précisées :

MC01	Création de sites de favorables aux reptiles et/ou amphibiens
MC02	Amélioration des ressources alimentaire du Bouvreuil pivoine
MC03	Restauration de zones humides

MC04	Création de zone humide
MC05	Création de boisements dont une partie à des fins écologiques
MC06	Prise d'un arrêté de protection de biotope sur les zones humides

Les mesures compensatoires définies ci-dessus devront être mises en œuvre avant le commencement des travaux pour les mesures MC01 et MC02 et au plus tard avant la fin des travaux pour les mesures MC03, MC04 et MC05.

Article 8 – mesure d'accompagnement

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place les mesures d'accompagnement suivantes :

MA1	Mission d'assistance environnementale
-----	---------------------------------------

Article 9 – Plan de gestion

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un plan de gestion des zones humides restaurées ou créées visées à l'article 7 sur une durée de 20 ans.

Ce plan de gestion est transmis à la DDTM et à la DREAL pour validation au plus tard le 31 décembre suivant le démarrage des travaux.

Ce plan de gestion est mis en œuvre par le bénéficiaire sur une durée de 20 ans.

TITRE IV – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MESURES DE SUIVI

Article 10 – Mesures de suivi

Un suivi écologique des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, comprenant une évaluation de l'évolution de la biodiversité sur l'ensemble du site, devra être assuré par des experts écologues mandatés par le bénéficiaire de la présente dérogation.

Ce suivi est réalisé :

- tous les ans pendant une durée de 5 ans à compter de la date de démarrage des travaux
- puis tous les 5 ans

Ce suivi est à assurer sur une période totale de 20 ans.

Les protocoles de suivi seront établis sur la base de référentiels scientifiques reconnus et seront soumis à la DDTM et à la DREAL pour validation au plus tard le 31 décembre suivant le démarrage des travaux.

Le résultat de ces suivis est intégré au rapport mentionné à l'article 10.

Les données de suivi écologique doivent être géolocalisées et bancarisées selon format validé par la DDTM et la DREAL notamment en lien avec le format d'échange xxxxx

Article 11 – Modalités de compte-rendus

Le maître d'ouvrage rend compte des mesures mentionnées aux articles 5 à 9 par un rapport complet de suivi de la mise en œuvre de ces mesures. Ce rapport met en évidence les actions mises en œuvre, leurs coûts, leur efficacité, les difficultés rencontrées, et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques.

Ce rapport est produit tous les ans pendant une durée de 2 ans puis tous les 5 ans pendant une durée de 20 années.

Le rapport visé ci-dessus est transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à la direction départementale des territoires et de la mer et au CNPN avant le 31 janvier de l'année suivant chaque année concernée.

L'ensemble des données de suivi écologique sont transmises avec les comptes-rendus sous format informatique à la DDTM et DREAL pour intégration dans les bases de données régionales.

Article 12 – Mesures correctives et complémentaires

Si le suivi prévu à l'article 9 met en évidence une insuffisance des mesures prévues aux articles 5 à 8 pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est alors tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui seront soumises à la DDTM et à la DREAL pour validation.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

TITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 13 – Calendrier de mise en œuvre

Un calendrier des travaux et de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction et de compensation sera adressé par le bénéficiaire à la DDTM au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux. Après une interruption de travaux supérieure à 1 mois, un tableau actualisé sera fourni à la DDTM 8 jours avant la reprise.

Un tableau actualisé de la mise en place des mesures de réduction et de compensation tenant compte des précisions apportées par le plan de gestion visé à l'article 8 sera adressé par le bénéficiaire à la DDTM au plus tard au 31 décembre les deux premières années après le commencement des travaux, après 5 ans puis tous les 5 ans sur une durée totale de 20 ans.

Article 14 – Modifications

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner le non respect d'une interdiction non visée à l'article 2 doit faire l'objet d'une demande de dérogation dans les formes prévues par le code de l'environnement.

Article 15 – Autres réglementations

La présente dérogation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de solliciter les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par d'autres réglementations.

Article 16 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

Article 17 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1 à 12 du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

Article 18 – Sanctions administratives et pénales

Le non respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L415-3 du Code de l'environnement.

Article 19 – Droits et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Le dossier de demande de dérogation portant sur des espèces protégées est consultable à la DDTM du Morbihan.

Article 20 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au registre des actes administratifs de la préfecture du Morbihan conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

L'absence de réponse expresse à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Article 21 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vannes, le **8 AOUT 2017**

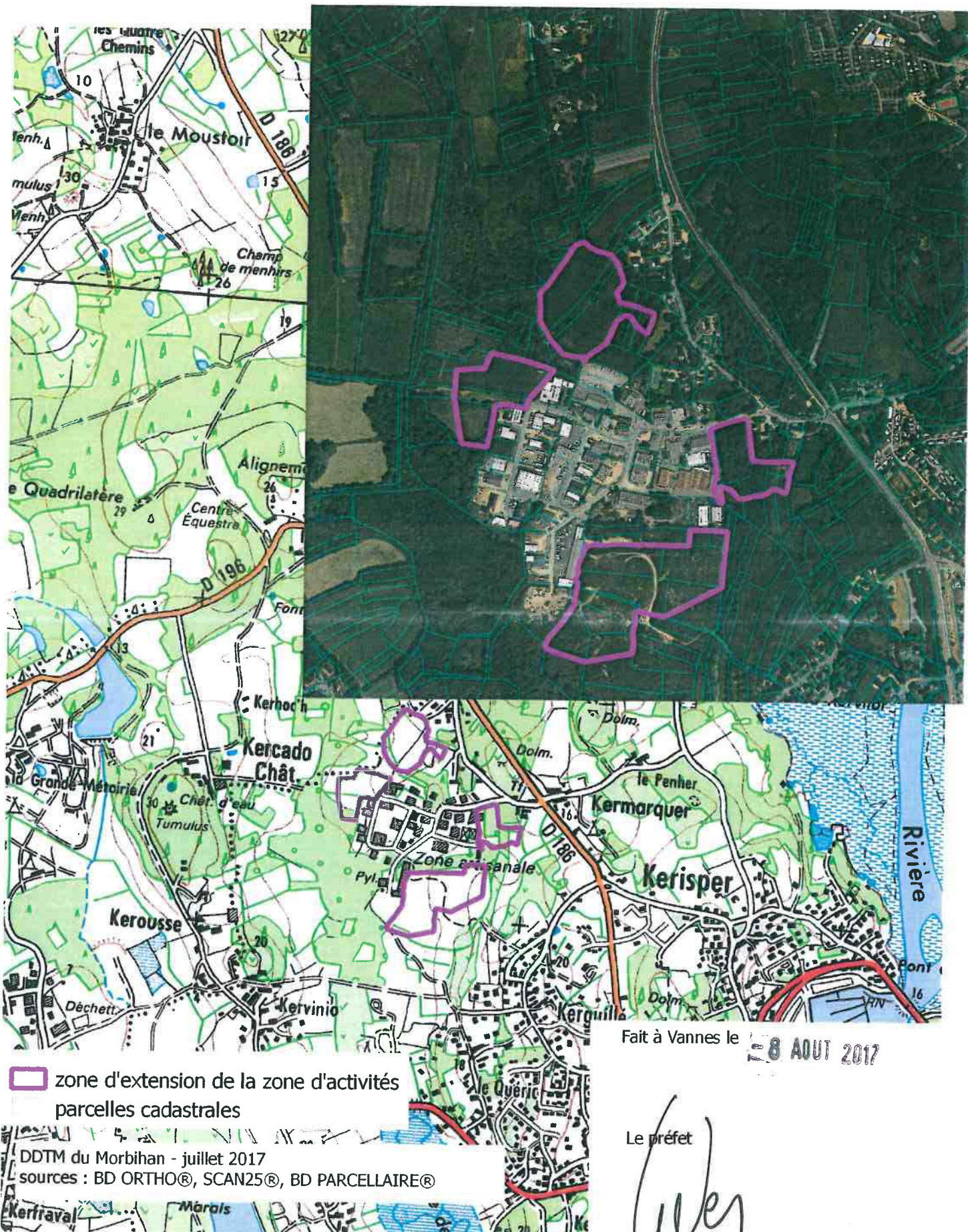
Le préfet



Raymond LE DEUN

ANNEXE 1

arrêté préfectoral relatif à la dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet l'extension du parc d'activités de Kermarquer à La Trinité sur mer



Fait à Vannes le 18 AOUT 2017

Le préfet

Raymond LE DEUN

Annexe n° 2 de l'arrêté

relatif à la dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet l'extension du parc d'activités de Kermarquer à La Trinité sur mer

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

ME02	PROTECTION DE ZONES BOISEES		
OBJECTIFS	Le projet initial a été adapté afin de ne pas porter atteinte à certains secteurs boisés		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	TOUS		
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE			
LOCALISATION	Secteur hors travaux identifiés sur la carte de l'annexe 3		
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation
	X	X	
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Les secteurs identifiés ne feront l'objet d'aucune artificialisation,</p> <p>Les zones sont matérialisées par une signalisation visible et claire (piquet de couleur par exemple), afin de s'assurer que les engins de chantier n'empiètent pas sur les secteurs adjacents Ce balisage physique viendra renforcer les restrictions d'usage lors de la phase de travaux (stricte utilisation des chemins, travaux in situ au niveau des plate-formes, etc.).</p> <p>Ce balisage sera matérialisé par l'installation de clôtures (type filet orange en polypropylène extrudé) et la mise en place de panneaux d'information en complément d'une information préalable fournie aux personnels des entreprises.</p>		

MR03	EQUIPEMENT DES ENGINS DE CHANTIERS D UN KIT ANTI-POLLUTION			
OBJECTIFS	L'objectif de cette mesure est de supprimer les risques de pollutions chroniques et réduire au maximum les risques de pollutions accidentelles lors des travaux. Il s'agit de prévenir le plus efficacement possible à d'éventuelles pollutions des milieux aquatiques.			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	tous			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
		X		
LOCALISATION	sur les secteurs (cf. localisation sur la carte en annexe 3)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>En cas de fuite accidentelle, le personnel employé sur le chantier disposera de kits de dépollution (produits absorbants) permettant de circonscrire rapidement la pollution.</p> <p>En outre, il sera mis en place au niveau de plusieurs points stratégiques, du matériel d'interception d'une pollution accidentelle. Ce matériel sera composé de produits et boudins absorbants. Ces points stratégiques seront localisés à proximité des cours d'eaux ainsi que des voies d'accès pour faciliter l'accessibilité par un véhicule et ainsi intervenir rapidement en cas de survenue d'une pollution.</p>			

MC03	Restauration de zones humides			
OBJECTIFS	Il s'agit de restaurer une zone humide pour améliorer la qualité de l'habitat pour le Pélodyte ponctué et des habits de reproduction des amphibiens			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	Amphibiens et reptile			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	espèces des milieux aquatiques et humides, invertébrés			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X	X	
LOCALISATION	Voir carte annexe 3 (parcelle AS 53 et 54)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Pour atteindre l'objectif d'amélioration des conditions d'accueil de la zone, les travaux suivants seront effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coupe et arrachage manuel et mécanique du baccharis et brûlage sur la zone du projet • rajeunissement de la lande par coupe et exportation • coupe ciblée des quelques pieds de pins et saules sans remise en cause de la destination forestière du secteur • création de deux mares de moins de 1000 m² au contour irrégulier et profondeurs diversifiées et au maximum de 2m, en pente douce avec paliers <p>Cette mesure devra être réalisée avant le commencement des travaux du projet d'extension de la zone d'activité.</p>			

MC04	Création de zone humide			
OBJECTIFS	Il s'agit de recréer une zone humide en compensation de la destruction dans le cadre des travaux tout en améliorant le rôle de réservoir de biodiversité			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	espèces des milieux aquatiques et humides, invertébrés			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X	X	
LOCALISATION	Voir carte annexe 3 (parcelle AT120)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Il s'agit de créer une zone humide en limite de projet et à proximité d'une zone humide existante. Les éléments techniques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coupe et arrachage manuel et mécanique du baccharis et brûlage sur la zone du projet • décapage de l'horizon superficiel (terre végétale) • Décaissement des horizons inférieurs sur une épaisseur de 0,5 à 1,3 m qui seront en partie réutilisés pour former un talus bas (maximum 50 cm) • remise en place de la terre végétale <p>Cette mesure devra être réalisée avant le commencement des travaux. Si le suivi montrait l'absence avérée des caractères pédologiques et floristiques de la zone humide, de nouvelles modalités seront proposées à la DDTM avant leur mise en oeuvre.</p>			

MA01	Assistance à la maîtrise d'ouvrage environnementale en phase travaux et dans le cadre de suivi et d'accompagnement des mesures de compensation			
OBJECTIFS	Le bénéficiaire sera accompagné et assisté durant l'intégralité de la phase travaux et lors de la mise en œuvre des mesures de compensation par un AMO Biodiversité (assistant à maîtrise d'ouvrage).			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE				
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X		
LOCALISATION	Zone de projet et secteurs de localisation des mesures compensatoires			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>L'AMO environnementale interviendra en appui du bénéficiaire lors de l'ensemble des phases du projet. Il assurera, pour le compte du bénéficiaire, la bonne mise en œuvre de l'ensemble des engagements du bénéficiaire et leur respect par les prestataires.</p> <p>Les principales missions sont détaillées dans les points suivants, par phase de projet.</p> <p>Phase ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Rédaction d'une notice récapitulative des enjeux, des objectifs, des actions et des contraintes</u> du bénéficiaire d'un <u>point de vue environnemental</u> (destinataires : entreprises candidates, intégration aux DCE). • <u>Rédaction des clauses environnementales</u> des DCE des marchés de travaux, d'ordre techniques (CCTP : procédures, organisation, SOPAE), financiers (cahier des charges administratif particulier - CCAP : pénalités environnementales) et administratifs (détermination des critères environnementaux jugés et poids dans l'analyse des offres). • <u>Assistance en phase de consultation</u> (réponse aux questions environnementales) et aide à l'analyse des offres. <p>Phases EXE – DET (études d'exécution et direction d'exécution des travaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Contrôle des procédures</u> et plans d'exécutions des entreprises . • <u>Validation des sites d'implantation</u> des bases de vie, zones de stockage de matériel, piste de roulage des engins de chantier. • <u>Contrôle de l'état des zones avant installation des bases vie et zones de chantier</u>. Repérage / marquage des zones sensibles ME02 • <u>Information des équipes de chantier</u> aux enjeux environnementaux et mesures associées. • <u>Suivi de la mise en œuvre des mesures et engagements du bénéficiaire du présent arrêté</u> <p>MISSIONS DE L'AMO ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT</p> <p>L'AMO environnementale apportera assistance au bénéficiaire dans le cadre de la définition précise des mesures de compensation, le choix des entreprises prestataires et le suivi de la mise en œuvre des mesures.</p> <p>Les références de l'AMO désignée par le bénéficiaire seront fournies à la DDTM au moins 8 jours avant le commencement des travaux</p>			

Fait à Vannes le

8 AOUT 2017

Le Préfet







Raymond LE DEUN

ANNEXE 3

arrêté préfectoral relatif à la dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet l'extension du parc d'activités de Kemarquer à La Trinité sur mer



Mesures d'évitement, réduction ou compensation

-  ME02 : Protection de zones boisées
-  MR01 : zone d'implantation des amphibiens déplacés
-  MC01 : Création de sites favorables aux reptiles et/ou amphibiens
-  MC02 : Amélioration des ressources alimentaires du Bouvreuil pivoine
-  MC03 : Restauration de zones humides
-  MC04 : Création de zone humide

Fait à Vannes le **8 AOUT 2017**

Le préfet



Raymond LE DEUN

Annexe n° 2 de l'arrêté

relatif à la dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet l'extension du parc d'activités de Kermarquer à La Trinité sur mer

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

ME02	PROTECTION DE ZONES BOISEES		
OBJECTIFS	Le projet initial a été adapté afin de ne pas porter atteinte à certains secteurs boisés		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	TOUS		
AUTRES GROUPES BENEFICIAIRE DE LA MESURE			
LOCALISATION	Secteur hors travaux identifiés sur la carte de l'annexe 3		
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation
	X	X	
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Les secteurs identifiés ne feront l'objet d'aucune artificialisation,</p> <p>Les zones sont matérialisées par une signalisation visible et claire (piquet de couleur par exemple), afin de s'assurer que les engins de chantier n'empiètent pas sur les secteurs adjacents Ce balisage physique viendra renforcer les restrictions d'usage lors de la phase de travaux (stricte utilisation des chemins, travaux in situ au niveau des plate-formes, etc.).</p> <p>Ce balisage sera matérialisé par l'installation de clôtures (type filet orange en polypropylène extrudé) et la mise en place de panneaux d'information en complément d'une information préalable fournie aux personnels des entreprises.</p>		

MR03	EQUIPEMENT DES ENGINS DE CHANTIERS D UN KIT ANTI-POLLUTION			
OBJECTIFS	L'objectif de cette mesure est de supprimer les risques de pollutions chroniques et réduire au maximum les risques de pollutions accidentelles lors des travaux. Il s'agit de prévenir le plus efficacement possible à d'éventuelles pollutions des milieux aquatiques.			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	tous			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
		X		
LOCALISATION	sur les secteurs (cf. localisation sur la carte en annexe 3)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>En cas de fuite accidentelle, le personnel employé sur le chantier disposera de kits de dépollution (produits absorbants) permettant de circonscrire rapidement la pollution.</p> <p>En outre, il sera mis en place au niveau de plusieurs points stratégiques, du matériel d'interception d'une pollution accidentelle. Ce matériel sera composé de produits et boudins absorbants. Ces points stratégiques seront localisés à proximité des cours d'eaux ainsi que des voies d'accès pour faciliter l'accessibilité par un véhicule et ainsi intervenir rapidement en cas de survenue d'une pollution.</p>			

MC03	Restauration de zones humides			
OBJECTIFS	Il s'agit de restaurer une zone humide pour améliorer la qualité de l'habitat pour le Pélodyte ponctué et des habits de reproduction des amphibiens			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	Amphibiens et reptile			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	espèces des milieux aquatiques et humides, invertébrés			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X	X	
LOCALISATION	Voir carte annexe 3 (parcelle AS 53 et 54)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Pour atteindre l'objectif d'amélioration des conditions d'accueil de la zone, les travaux suivants seront effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coupe et arrachage manuel et mécanique du baccharis et brûlage sur la zone du projet • rajeunissement de la lande par coupe et exportation • coupe ciblée des quelques pieds de pins et saules sans remise en cause de la destination forestière du secteur • création de deux mares de moins de 1000 m² au contour irrégulier et profondeurs diversifiées et au maximum de 2m, en pente douce avec paliers <p>Cette mesure devra être réalisée avant le commencement des travaux du projet d'extension de la zone d'activité.</p>			

MC04	Création de zone humide			
OBJECTIFS	Il s'agit de recréer une zone humide en compensation de la destruction dans le cadre des travaux tout en améliorant le rôle de réservoir de biodiversité			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	espèces des milieux aquatiques et humides, invertébrés			
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X	X	
LOCALISATION	Voir carte annexe 3 (parcelle AT120)			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>Il s'agit de créer une zone humide en limite de projet et à proximité d'une zone humide existante. Les éléments techniques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coupe et arrachage manuel et mécanique du baccharis et brûlage sur la zone du projet • décapage de l'horizon superficiel (terre végétale) • Décaissement des horizons inférieurs sur une épaisseur de 0,5 à 1,3 m qui seront en partie réutilisés pour former un talus bas (maximum 50 cm) • remise en place de la terre végétale <p>Cette mesure devra être réalisée avant le commencement des travaux. Si le suivi montrait l'absence avérée des caractères pédologiques et floristiques de la zone humide, de nouvelles modalités seront proposées à la DDTM avant leur mise en oeuvre.</p>			

MA01	Assistance à la maîtrise d'ouvrage environnementale en phase travaux et dans le cadre de suivi et d'accompagnement des mesures de compensation			
OBJECTIFS	Le bénéficiaire sera accompagné et assisté durant l'intégralité de la phase travaux et lors de la mise en œuvre des mesures de compensation par un AMO Biodiversité (assistant à maîtrise d'ouvrage).			
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	tous			
AUTRES GROUPE BENEFICIAIRE DE LA MESURE				
PHASAGE	pré-travaux	travaux	exploitation	
	X	X		
LOCALISATION	Zone de projet et secteurs de localisation des mesures compensatoires			
MODALITES DE MISE EN OEUVRE	<p>L'AMO environnementale interviendra en appui du bénéficiaire lors de l'ensemble des phases du projet. Il assurera, pour le compte du bénéficiaire, la bonne mise en œuvre de l'ensemble des engagements du bénéficiaire et leur respect par les prestataires.</p> <p>Les principales missions sont détaillées dans les points suivants, par phase de projet.</p> <p>Phase ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Rédaction d'une notice récapitulative des enjeux, des objectifs, des actions et des contraintes</u> du bénéficiaire d'un <u>point de vue environnemental</u> (destinataires : entreprises candidates, intégration aux DCE). • <u>Rédaction des clauses environnementales</u> des DCE des marchés de travaux, d'ordre techniques (CCTP : procédures, organisation, SOPAE), financiers (cahier des charges administratif particulier - CCAP : pénalités environnementales) et administratifs (détermination des critères environnementaux jugés et poids dans l'analyse des offres). • <u>Assistance en phase de consultation</u> (réponse aux questions environnementales) et aide à l'analyse des offres. <p>Phases EXE – DET (études d'exécution et direction d'exécution des travaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Contrôle des procédures</u> et plans d'exécutions des entreprises . • <u>Validation des sites d'implantation</u> des bases de vie, zones de stockage de matériel, piste de roulage des engins de chantier. • <u>Contrôle de l'état des zones avant installation des bases vie et zones de chantier</u>. Repérage / marquage des zones sensibles ME02 • <u>Information des équipes de chantier</u> aux enjeux environnementaux et mesures associées. • <u>Suivi de la mise en œuvre des mesures et engagements du bénéficiaire du présent arrêté</u> <p>MISSIONS DE L'AMO ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT</p> <p>L'AMO environnementale apportera assistance au bénéficiaire dans le cadre de la définition précise des mesures de compensation, le choix des entreprises prestataires et le suivi de la mise en œuvre des mesures.</p> <p>Les références de l'AMO désignée par le bénéficiaire seront fournies à la DDTM au moins 8 jours avant le commencement des travaux</p>			

Fait à Vannes le

8 AOUT 2017

Le Préfet

Raymond LE DEUN



Mesures d'évitement, réduction ou compensation

- ☐ ME02 : Protection de zones boisées
- ☐ MR01 : zone d'implantation des amphibiens déplacés
- ☐ MC01 : Création de sites favorables aux reptiles et/ou amphibiens
- ☐ MC02 : Amélioration des ressources alimentaires du Bouvreuil pivoine
- ☐ MC03 : Restauration de zones humides
- ☐ MC04 : Création de zone humide

Fait à Vannes le 8 AOUT 2017

Le préfet


 Raymond LE DEUN



PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE

ARRETE n° 2015-361 portant prescription de diagnostic archéologique

**le Préfet de la région de Bretagne,
Préfet d'Ille-et-Vilaine,**

VU le Code du patrimoine, notamment son livre V ;

VU les décrets n° 2011-573 du 24 mai 2011 et N° 2011-574 du 24 mai 2011 relatifs à la partie réglementaire du code du patrimoine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014 S.G.A.R./DRAC/DSG en date du 13 novembre 2014 portant délégation de signature à M. Jean-Loup LECOQ, directeur régional des affaires culturelles de Bretagne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014 S.G.A.R./DRAC/DSG du 13 novembre 2014 portant subdélégation de signature,

VU, la saisine par courrier en date du 27 novembre 2015 par la Communauté de communes Auray-Quiberon-Terre-Atlantique demandant en vertu des articles R.523-12 et R.523.14 du Code du patrimoine, la réalisation d'un diagnostic archéologique pour un terrain situé à la Trinité-sur-Mer, lieu dit Zone d'activités de Kermarquer (56) ; reçue le 2 décembre 2015 par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne, Service Régional de l'Archéologie ;

CONSIDERANT que, en raison de leur localisation, les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ; en effet, l'aménagement est situé dans un secteur particulièrement sensible du point de vue archéologique, environné de monuments mégalithiques majeurs tels que, les ensembles d'alignements de Kermario, Kerlescan et le Ménec Vihan au nord, le dolmen de Kercado et le dolmen de Kermarquer, tous classés au titre des Monuments Historiques.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

ARRETE

Article 1^{er} : Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain faisant l'objet des aménagements, ouvrages ou travaux susvisés, sis en :

Région :	Bretagne
Département :	Morbihan
Commune :	La Trinité-sur-Mer
Lieu-dit :	Z.A. Kermarquer

Cadastre : section : AT. parcelles : 1p, 3, 4, 5, 16p, 17p, 18p, 19p, 31p, 53p, 55p, 54p, 56p,
253p, 292, 396, 422, 442, 460, 461, 464, 466.
section : AS. parcelles : 72p, 73p .

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 : Le diagnostic sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'opérateur d'archéologie préventive retenu. Les conditions de sa réalisation seront fixées contractuellement en application des articles R. 523-30 à R. 523-38 du Code du patrimoine susvisé.

Il sera exécuté conformément au projet d'opération élaboré par cet opérateur sur la base des prescriptions annexées au présent arrêté.

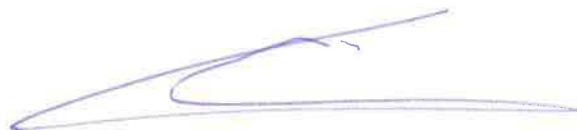
Article 3 : Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de diagnostic est conservé par l'opérateur d'archéologie préventive retenu le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder cinq ans à compter de la date de fin de la phase terrain du diagnostic.

L'inventaire de ce mobilier, transmis avec le rapport de diagnostic, sera communiqué par le service régional de l'archéologie, au propriétaire du terrain afin que, le cas échéant, celui-ci puisse faire valoir ses droits. L'exercice de ces droits appartient à la personne physique ou morale propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique du terrain visé à l'article 1^{er}.

Article 4 : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Communauté Auray, Belz, Quiberon, Terre Atlantique, Espace tertiaire Porte Océane, 2 rue du Danemark, BP 70447, 56404 Auray cedex, au Service Départemental d'Archéologie du Morbihan et au directeur interrégional de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Fait à Rennes, le 16 décembre 2015

pour le Préfet de région,
pour le directeur régional des affaires culturelles
par délégation,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Stéphane Deschamps', with a long horizontal stroke extending to the right.

Stéphane Deschamps
Conservateur régional de l'archéologie

destinataires : C.C. Auray, Quiberon, Terre Atlantique
INRAP
SDAM

copie à : mairie de La Trinité-sur-Mer
préfecture du Morbihan

PREFECTURE DE LA REGION DE BRETAGNE

Prescriptions de diagnostic archéologique annexées à l'arrêté préfectoral numéro 2015-361

le Préfet de la région de Bretagne,
Préfet d'Ille-et-Vilaine,

région :	Bretagne		
département :	Morbihan		
commune :	La Trinité-sur-Mer		
lieu-dit :	Z.A. de Kermarquer		
cadastre :	section : AT.	parcelles :	1p, 3,4,5, 16p, 17p, 18p, 19p, 31p, 53p, 55p, 54p, 56p, 253p, 292, 396, 422, 442, 460, 461,464, 466.
	section : AS.	parcelles :	72p, 73p .
propriétaire :			
pétitionnaire:	Communauté de communes Auray-Quiberon-Terre-Atlantique		

Emprise du diagnostic archéologique : 40 550 m² (4,55 hectares)

Objectifs :

La commune de La Trinité-sur-Mer figure-par l'abondance et la variété des monuments mégalithiques qui s'y trouvent-parmi les lieux de réputation internationale pour ce qui concerne l'étude du mégalithisme et plus largement de la période du Néolithique.

C'est précisément à proximité de monuments mégalithiques majeurs tels que les ensembles d'alignements de Kermario, de Kerlescan et du Ménéac Vihan (Trinité-sur-Mer) au nord, du dolmen de Kercado et du dolmen de Kermarquer, tous classés au titre des Monuments Historiques, que de nouveaux aménagements sont projetées afin d'étendre une zone d'activités déjà existante.

Compte-tenu de cet environnement archéologique exceptionnel, l'opération de diagnostic archéologique par sondages permettra de vérifier la présence ou l'absence de vestiges archéologiques complémentaires sur l'emprise du projet, et le cas échéant de les caractériser.

Principes méthodologiques :

Le projet d'extension de la ZA de Kermarquer porte sur quatre zones. La zone sud, d'une superficie de 3,74 hectares, étant essentiellement constituée de remblais de matériaux lourds, de dépôts de gravats, d'algues et de sables est exclue de cette prescription.

Le diagnostic archéologique sera à réaliser sur l'emprise des zones Nord, Ouest et Est (à l'exception de la zone humide des parcelles 1 pour partie, 3p, 4p, 5p, 31p), conformément au plan annexé, selon un mode opératoire adapté.

- pour les zones Nord et Ouest (parcelles AT.1p, 3,4,5, 16p, 17p, 18p, 19p, 31p, 396, 460, 461, 464,466 et AS. 72p, 73p), outre les tranchées de sondages réalisées au moyen d'une pelle mécanique

équipée d'un godet lisse travaillant en mode rétro, de plus larges fenêtres pourront être ouvertes en tant que de besoin afin de favoriser l'identification, la lecture et la datation d'éventuels niveaux de sols ou traces d'activités plus ténues. Au total, au moins 10 % de l'emprise devront être sondés. Des décapages manuels pourront être réalisés au niveau des faits archéologiques mis au jour et des sondages également manuels pourront être effectués pour préciser la puissance et la complexité stratigraphique sur la base d'un échantillonnage raisonné. Compte-tenu de la présence d'une zone humide, des observations paléoenvironnementales mais également sédimentaires (géomorphologie, micromorphologie) pourront être effectuées afin que le service régional de l'archéologie puisse disposer de tous les éléments nécessaires afin de décider des mesures les plus adaptées pour la suite du dossier.

- concernant la zone Est (parcelles AT. 53P, 55p, 54p, 56p, 253p, 292, 442) et s'agissant d'une zone boisée, la méthodologie sera différente. Une prospection approfondie de la zone sera mise en place avec relevés des éléments pouvant être significatifs du point de vue archéologique. Sur la base de ces relevés, plusieurs secteurs pourront alors être sélectionnés pour faire l'objet de dégagements et de décapages (mécaniques ou manuels) ciblés.

Le service régional de l'archéologie devra être informé du démarrage du chantier, ainsi que des découvertes significatives. Compte-tenu de la topographie des lieux (en zone basse) en bordure de marais, les dates et modalités d'intervention devront prendre en compte les contraintes liées à cette situation afin de s'assurer des meilleures conditions d'observation.

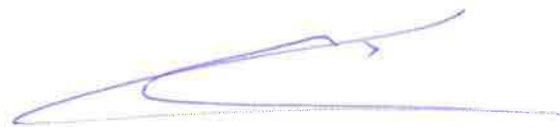
Les sondages, comme les fenêtres complémentaires, seront replacés sur un plan général et raccordés autant que possible à la cartographie dressée à l'occasion de l'intervention de 2009. Ils devront faire l'objet de relevés comportant les altitudes des ouvertures et des fonds de fouilles, ainsi que des coupes stratigraphiques (avec cotes altimétriques) et des photographies.

Le site sera replacé dans son contexte topographique, archéologique, historique et géographique (cadastres et plans anciens notamment).

Le rapport de diagnostic comportera une version en format pdf destinée à un versement dans la bibliothèque numérique de la D.R.A.C. Bretagne et consultable en ligne, ainsi qu'un plan d'emprise de l'opération de diagnostic figurant les zones ouvertes (sondages, fenêtres, zones éventuellement décapées) et les structures mises au jour, en format shape.

Fait à Rennes, le 16 décembre 2015

pour le Préfet de région,
pour le directeur régional des affaires culturelles
par délégation,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Stéphane Deschamps', with a long horizontal stroke extending to the right.

Stéphane Deschamps
Conservateur régional de l'archéologie



Figure 2 : Emprise cadastrale

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2015-361